

---

## Liminarités, fissures et réécritures : un événement à la frontière entre le nord du Portugal et la Galice

*Liminality, breaches and rewritings: an event at the border between north  
Portugal and Galicia*

*Liminalidad, fisuras y reescrituras: un acontecimiento a la frontera entre el  
norte de Portugal y Galicia*

**Paula Godinho**

Traducteur : Clara Domingues



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccec/6495>

DOI : 10.4000/ccec.6495

ISSN : 1957-7761

### Éditeur

Laboratoire 3LAM

Ce document vous est offert par Université Paris 8



### Référence électronique

Paula Godinho, « Liminarités, fissures et réécritures : un événement à la frontière entre le nord du Portugal et la Galice », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine* [En ligne], 18 | 2017, mis en ligne le 18 juillet 2017, consulté le 16 mai 2018. URL : <http://journals.openedition.org/ccec/6495> ; DOI : 10.4000/ccec.6495

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 mai 2018.

© CCEC ; auteurs

---

# Liminarités, fissures et réécritures : un événement à la frontière entre le nord du Portugal et la Galice

*Liminality, breaches and rewritings: an event at the border between north  
Portugal and Galicia*

*Liminalidad, fisuras y reescrituras: un acontecimiento a la frontera entre el  
norte de Portugal y Galicia*

**Paula Godinho**

Traduction : Clara Domingues

---

Quizá mi única noción de patria  
sea esta urgencia de decir Nosotros

Mario Benedetti, *Poemas del hoyporhoy* (1958-1961)

## Continuités et brèches : événement, frontière et liminarité

- <sup>1</sup> *Le Bouton de Nacre*, de Patricio Guzmán (2015), reprend le thème principal de l'œuvre du réalisateur. Ce thème, c'est un pays, le Chili, dont le réalisateur perçoit la carte dans son intégralité, pour la première fois, grâce à l'aide d'une artiste plasticienne qui colle des feuilles, les unes après les autres, sur le sol de manière à déployer la représentation de la patrie longiligne<sup>1</sup>. Si c'est bien le Chili dans son ensemble qui constitue l'axe central de l'œuvre du réalisateur, son déploiement opère à différentes échelles. Dans une œuvre antérieure, *Nostalgie de la Lumière* (2010), Guzmán se centre sur le désert d'Atacama, lieu prisé par les archéologues pour chercher l'infiniment ancien et par les astronomes pour scruter l'infiniment lointain. Des camps de concentration ont fonctionné dans ce lieu pendant la dictature qui renversa le gouvernement légitime de Salvador Allende. Les femmes des disparus y cherchent encore leurs ossements dans une terre sèche qui, par sa

vertu momifiante et conservatrice, ramène le passé dans le présent. Dans *Le Bouton de Nacre*, le réalisateur filme la Patagonie et sa mémoire de l'eau, un espace-temps banni, des lieux de pluie, de neige, de glace, de grêle, avec de belles masses azurées, qui se font et se défont sous une lumière froide. L'eau y joue aussi un rôle d'intermédiaire entre les étoiles et les humains : les premiers habitants de la Patagonie vivaient sur l'eau, l'utilisaient, s'en nourrissaient et y circulaient. Des nomades de l'eau, arrivés là dix mille ans auparavant. En langue kawésqar, de vieux habitants racontent cette vie d'avant la venue de ceux qui cherchaient l'or, de ceux qui faisaient la guerre aux habitants primitifs, de ceux qui les chassaient. L'île de Dawson, où avaient d'abord été internés les indigènes, servira aussi de prison aux ministres d'Allende après le coup d'État : les temps se touchent, comme si l'histoire s'acharnait à écrire un seul et même chapitre. Un bouton de nacre, c'est une petite unité qui contient et fixe le temps long, qui met en lien des moments et raconte l'histoire d'exterminations successives, de vilenies et de souffrances diverses. Ce bouton de nacre concentre aussi la volonté d'un réalisateur, qui a vécu en exil, de trouver une patrie : un nous, au sens du poème de Mario Benedetti.

- 2 Le bouton de nacre réunit passé et présent, retient ce qui a été dans ce qui est, rapproche des histoires, rentrées dans l'espace et le temps, entre ce qui est lointain et ancien, et ce qui est proche et récent. Patricio Guzmán démontre l'existence d'une multitude de sons, de langues, de paysages et d'exils dans tout ce qui dure, dans tout ce qui dilue les pertes, les ruptures, les seuils de temps et d'espace, les frontières entre l'avant et l'après. Dans ces continuités, sont contenues des ruptures, des moments et des lieux non suturés, des frontières. Des seuils qui, plus que de simples lignes imaginées par les centres de pouvoir, sont des lieux propices à une diversité d'interprétation des conflits, des lieux qui fondent des modes de vie locaux, réunis, peut-être, dans une culture des marges, à l'abri des pouvoirs lointains<sup>2</sup>.
- 3 La zone frontalière entre le Portugal et l'Espagne est appelée *raia/raya*, terme qui désigne une bande liminaire ayant une vie propre. Elle a constitué une zone de refuge et a longtemps souffert des mouvements d'attraction exercés par les centres, qui la dépeuplaient. Considérée comme périphérique du point de vue des centres – Lisbonne et Madrid, en particulier –, elle a aussi été un lieu où tisser des liens, un lieu où les limites des deux États constituaient un recours de plus pour les pratiques locales. Sur la ligne de démarcation entre le nord du Portugal et la Galice, l'histoire, la langue et les socialibilités locales mettent en lumière une réalité déployée dans le temps à travers la coexistence de populations locales qui alternaient entre querelle et coopération, par-delà ou à l'encontre des normes et des juridictions des États. Les habitants de ces lieux ont longtemps appartenu à des réseaux informels en concurrence avec le champ étatique, marbrant ainsi d'identifications contradictoires les modes de vie signalés de part et d'autre. La frontière, espace liminaire, compte ses propres bassesses en tant cicatrice de l'histoire, et cette cicatrice peut se rouvrir, en particulier quand les mémoires dures n'ont eu aucun exutoire. Il en va ainsi pour ce qui s'est passé dans un village frontalier, dix ans après l'*Alzamiento* : Cambedo da Raia est encerclé et atteint par plusieurs mortiers, des personnes sont tuées, un homme se suicide, plusieurs personnes sont arrêtées et certaines, parmi ces dernières, sont envoyées dans le sombre camp de concentration de Tarrafal<sup>3</sup>. L'information sur ces événements a été étouffée et dénaturée par la censure portugaise.
- 4 Dans cet article, je veux interroger une forme liminaire précise, dans le temps et l'espace, à travers les politiques de la mémoire des dictatures ibériques<sup>4</sup> et les régimes de l'historicité<sup>5</sup>, à la recherche d'un bouton de nacre, d'un segment de sens continu. Ce sujet,

je le dois à la sérendipité. Lors d'un séjour de terrain durant lequel j'enquêtais, à partir des rites de passages, sur les formes de reproduction sociale locale, j'ai été surprise par quelque chose que je ne cherchais pas : le constat que, par-delà ce qui perpétue les sociétés, les moments de rupture introduisent de nouvelles manières de comprendre le passé et d'envisager l'avenir. Les références aux *foxidos* de la guerre d'Espagne, arrivés dès les derniers jours de juillet 1936, et à une inquiétante « guerre de Cambedo » surgissaient parsemées, avec douleur et crainte, dans les discours des voisins. Cette dernière, profondément inscrite dans les récits de vie des villageois, marquait un avant et un après, avec une période liminaire intense et douloureuse. Le moment que j'interroge se déroule, la semaine précédant Noël 1946, dans le petit village de Cambedo da Raia (*freguesia* de Vilarelho da Raia, commune de Chaves). L'ethnographie m'a confrontée à ce moment de crise, véritable jalon dans la vie des personnes concernées, et m'a conduite à chercher des sources variées. Pendant ce séjour de terrain, et lors de retours réguliers jusqu'à aujourd'hui, j'ai construit leurs histoires de vie, j'ai consulté des publications périodiques censurées (au Portugal et en Espagne) et des fonds d'archives.<sup>6</sup> La police politique et les informations publiées dans les périodiques censurés ont travesti l'événement étudié en un acte de brigandage, le faisant tomber dans le droit commun et transformant les guérilleros en voleurs et assassins, *atradores*. La mémoire forte, enregistrée dans les journaux et diffusée de manière hégémonique, est localement dépassée par une mémoire faible, non consignée, qu'il faut désincruster des silences, des douleurs, des manipulations, des omissions, de la censure<sup>7</sup>. Par les caractéristiques du travail de terrain, les outils méthodologiques de l'anthropologie sont adaptés à ce travail. Le bouton de nacre, l'unité minimale porteuse de sens, m'a amenée à reprendre un sujet que j'avais abordé pour la première fois dans un travail de terrain, en 1987-8, lors duquel, selon une pratique habituelle en anthropologie, j'ai vécu à Cambedo da Raia pendant environ neuf mois, en y retournant régulièrement jusqu'à aujourd'hui<sup>8</sup>. L'événement étudié relie le passé au présent, le lointain au proche, le central au périphérique, les personnes aux institutions, les dictatures ibériques aux démocraties. Il gagne en sens en ce moment où les rives de l'Europe sont sillonnées par des réfugiés qui fuient l'horreur : le bouton de nacre relie une fois encore les temps et les espaces<sup>9</sup>. Comme dans le poème de Sophia de Mello Breyner, nous ne pouvons l'ignorer.

- 5 Un événement marque un avant et un après, et se distingue difficilement de sa médiatisation. Dans un régime dictatorial, cette diffusion est restreinte, manipulée et censurée. Davantage aguerrie à batailler avec la répétition, le quotidien ou l'exception du rituel, l'anthropologie a souvent essayé d'atténuer l'imprévu de l'événement en le renvoyant au passé, immédiat ou lointain. Dans les sociétés agraires, le caractère cyclique du travail de la terre, strictement soumis à un calendrier qui se répète annuellement, est soutenu par des rituels et des festivités, qui s'inscrivent dans un temps répétitif. Le temps linéaire, mis en évidence par le cours de la vie et l'Histoire, est interrompu par des situations exceptionnelles qui conduisent à des fragmentations. Constituant une rupture dans l'intelligibilité, l'événement, révélateur et catalyseur, départage le temps entre un avant et un après. Situé au moment à partir duquel rien n'est plus comme avant, il érige une nouvelle temporalité, qui transforme le rapport au passé et à l'avenir<sup>10</sup>.
- 6 Un événement peut résulter de l'histoire individuelle ou collective, surgir des souvenirs ou des récits de vie qu'on nous rapporte. Il peut aussi agiter tout un champ social. Produit par l'histoire et mêlé à l'existence des individus, il confronte les anthropologues aux échelles d'une réalité en mutation qui affecte les sociétés à différents niveaux. D'une part,

l'événement dilue un mouvement local dans des limites plus étendues, où il se dissout, perd de sa force et de son impact. D'autre part, il répercute sur un lieu, de manière différée, des événements dont le périmètre est plus large. Il se reflète, de manière distincte, dans les différents groupes où les individus s'insèrent<sup>11</sup>.

- 7 Ce bouleversement de leur vie incite les individus à redéfinir les notions d'ordre et de désordre, de perte et de gain, de coopération et d'opposition, d'oppression et de solidarité, de violence et d'affirmation humaine, de structure et d'action, d'hégémonie et de résistance<sup>12</sup>. Dès l'instant de la rupture, le champ de la mémoire et des possibles s'ouvre à de nouveaux principes d'intelligibilité<sup>13</sup>. Comme l'analyse Karl Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, nous faisons l'histoire, mais nous ne la faisons pas tout seuls, ni dans des conditions que nous aurions choisies. Nous faisons l'histoire en nous confrontant à une réalité qui ne peut être choisie, et qui dilue le microscopique à tel point qu'il peut encore perdre en visibilité et devenir insignifiant<sup>14</sup>. Dans un régime dictatorial, cette capacité à réordonner les vies doit donner à la peur et au discours caché une forme publiquement acceptable, ce qui nécessite de construire une façade afin d'éviter tout faux pas<sup>15</sup>.
- 8 Dans de telles conditions, le chercheur bataille avec des fragments ethnographiques, dont les brèches lui indiquent où s'est arrêté le passé et d'où viendra l'avenir<sup>16</sup>. Le discours sur le passé, marqué par le conditionnement historique du moment où a lieu la restitution, est un regard qui revisite, qui reconstitue ce qui s'est passé, en se basant sur la connaissance du présent, regard généré par des événements subséquents<sup>17</sup>. Le choix de ce qui est retenu, dans l'élaboration d'une version qui légitime le présent, conduit à la construction d'un passé signifiant<sup>18</sup>. Dans ce balancement entre passé et présent, bien que le regard modifie le moment auquel il fait référence, nous n'échappons pas à la pensée hégémonique propre dans laquelle s'insère le processus de construction d'un temps passé.
- 9 Au-delà du niveau local, les États et les sociétés constituent des objets ethnographiques, avec des topographies diverses du pouvoir : la frontière s'offre comme un lieu liminaire qui entrelace des espaces, des souverainetés, des cultures des marges, à des échelles différentes<sup>19</sup>. L'existence de chacun se dessine entre ce qui fait que les sociétés se perpétuent et incorporent des changements dans leurs stratégies, et l'émergence de circonstances qui imposent un changement en rompant avec une modalité antérieure à laquelle il a fallu faire face. Ces transformations fournissent un contexte chaque fois plus étendu pour le travail ethnographique, à travers le reflet de changements structurels, à grande échelle, dans le quotidien de tout un chacun. Les États altérés, au sens structurel, et les vies altérées, de manière subjective, s'entrelacent en pratique et en théorie<sup>20</sup>.

## Galice, 1936-1946 : guerre « civile » et « paix incivile »

- 10 En Galice, la guerre d'Espagne s'achève plus rapidement qu'ailleurs et c'est aux partisans de Franco qu'incombe le poids des atrocités commises. *L'Alzamiento* a lieu le 18 juillet 1936. Deux jours plus tard, des militaires galiciens franquistes se soulèvent. Des temps difficiles surviennent pour les soutiens du régime républicain légalement installé, les pressant à partir. Cette situation ne signifie pas que la Galice est considérée comme « loyale » par les franquistes. Le Front Populaire a remporté les élections de février 1936 dans trois de ses quatre provinces. Les syndicats anarchistes et le syndicalisme paysan

communiste y jouissent d'une grande influence. Le Parti *Galeguista* et la *Izquierda Republicana* y sont bien implantés, et les groupes philo-fascistes y sont rares.

- 11 Il s'ensuit une longue suite de *paseos* et de fusillés, à la suite de procès sommaires, objets de rumeurs qui servent à amplifier le climat de peur<sup>21</sup>. Bien que consolidant leur pouvoir, les « nationalistes » ne contiennent pas leur répression et ne montrent aucune clémence envers les vaincus. Entre 1937 et 1939, les persécutions et les *paseos* se poursuivent et, lorsque les protagonistes se trouvent à proximité de la frontière, les exécutions par fusillade sont entendues du côté portugais. Aller à *cláudias*/aux prunes signifiait, dans la région de Verín, être fusillé, de manière extrajudiciaire, par une brigade d'assassins, dont on retrouve encore de douloureux souvenirs. Dans de telles conditions, devenir un *fluxido*, c'est réduire les risques encourus et échapper à la répression, aux représailles ou à la mobilisation contrainte dans l'armée franquiste. Aux yeux des fugitifs, la frontière portugaise représente une voie de salut, surtout pour ceux qui habitent dans le sud de la Galice. Hier comme aujourd'hui, chaque réfugié emporte avec lui l'expérience d'être indésirable, depuis l'acte originel de la persécution violente jusqu'aux complications de l'exode qui lui succèdent. Pour les *fluxidos*, ces complications se matérialisent notamment dans le refus du gouvernement dictatorial portugais de leur venir en aide<sup>22</sup>. Dès le 5 août 1936, toute la ligne frontalière est sous surveillance franquiste et ces premiers jours d'août verront des arrestations tout au long de la *raia*. Des derniers jours d'août aux premiers jours de septembre de cette même année, moment d'une intense répression en Galice, on enregistre le plus grand mouvement d'entrées au Portugal<sup>23</sup>.
- 12 La complicité entre le gouvernement salazariste et Franco, parfaitement établie par les instructions envoyés aux forces de l'ordre en opération sur la ligne frontalière, est contrariée par des solidarités locales, parfois en rétribution d'une même solidarité à d'autres moments de l'histoire. Les *fluxidos* passent du côté portugais grâce à des relations qu'ils peuvent activer dans les moments d'impérieuse nécessité, des relations qui s'étendent au-delà des frontières de leur pays, longuement construites dans l'histoire et le temps. Grâce à ces réseaux, après de courts séjours dans les villages frontaliers, plusieurs des *fluxidos* poursuivent vers Porto ou Lisbonne et, de là, vers des destinations plus accueillantes en Amérique du Sud. Certains restent sur la ligne frontalière dans l'espoir d'un recul, d'une victoire guerrière, de l'intervention des puissances alliées contre le fascisme ibérique. Pour survivre, ils travaillent dans le secteur de l'agriculture, dans les mines de wolfram ou dans la contrebande. À ceux-là, viennent s'ajouter ceux qui, sentant chaque jour un peu plus le poids de la persécution, rejoignent des formes de résistance organisées, connues sous le nom de « maquis » et pouvant compter sur l'appui, actif ou passif, de la population civile, de part et d'autre de la frontière<sup>24</sup>. Le caractère transitoire de ces groupes, déterminé par les conditions de survie et d'action, complique un établissement stable. Certains éléments passent d'un groupe à l'autre, en particulier quand la persécution policière s'accroît en un lieu donné.
- 13 Après le coup d'État franquiste, cette forme de résistance ne peut être un phénomène politiquement organisé. Elle surgit de manière inopinée, en fonction des circonstances, même si la militarisation de la guérilla, qui lui succédera, s'inscrit dans la forme prise par la lutte antifasciste des années 1940.<sup>25</sup> Dans les années 1936-1942, l'installation précaire du côté portugais dépend soit des capacités et possibilités décrites ci-dessus, les réfugiés demandant à des proches et à des amis de les intégrer dans de grandes exploitations agricoles où ils passent inaperçus, soit de la possibilité d'actualiser et de conserver un réseau préexistant, notamment les réseaux liés à la contrebande. En 1942, la fondation de

la Fédération des Guérillas de Galice-Léon (FGGL), l'unique corps de guérilla organisé de toute l'Espagne, marque le passage à une deuxième étape qui se poursuit jusqu'au début de l'été 1946<sup>26</sup>. À cette période, correspond une activité de guérilla nocturne, avec de fréquentes incursions en Espagne contre des cibles choisies, activité conjuguée à un travail productif qui assure la survie des guérilleros. Julian Casanova soutient qu'à cette époque les maquis ne visent déjà plus la défense de la République, cause perdue, mais l'étape suivante : la révolution<sup>27</sup>.

- 14 Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, on connaît une période quelque peu optimiste. On veut croire que la défaite des pays de l'Axe emportera avec elle la dictature franquiste. Mais, dès le milieu de l'année 1945, le régime franquiste comprend que la victoire des Alliés ne le met pas en danger : il peut amplifier la répression dans les zones frontalières avec la collaboration des agents de l'État portugais. Le second semestre 1946 marque le début de la troisième phase, riche en événements. La plupart des actions des maquisards répond à un désir de revanche contre des collaborateurs, véritables ou supposés, de la répression franquiste. Après quelques actions, réelles ou imputées, les groupes de guérilleros se retrouvent traqués et sur la défensive ; leur vie est alors marquée par un ensemble d'itinéraires avec de courts séjours dans des lieux qui leur inspirent confiance. Sous la pression de leurs homologues espagnoles, les autorités portugaises cherchent à connaître l'action de ces groupes.<sup>28</sup> Cependant, compte-tenu des bases d'appui respectives, du soutien vicinal et de l'évanescence de la présence des guérilleros, elles ne parviennent pas à les arrêter<sup>29</sup>. La dernière période, en 1946, qui succède à la tentative du PCE de prendre le contrôle du mouvement guérillero, verra l'affaiblissement de la guérilla<sup>30</sup>.

## À la marge : frontières, communautés d'interconnaissance et situations de crise

- 15 Entre loyauté due aux proches, aux voisins et aux amis et devoir de fidélité requis par le métier, le cœur des forces de l'ordre locales balance. Depuis le début de la guerre, alléguant leur ignorance ou adoptant une attitude de complaisance envers la présence des *fluxidos*, les autorités locales ne les pourchassent pas ouvertement. Elles agissent sur dénonciation, des dénonciations provenant principalement de patrons qui les ont tout d'abord accueillis, avant de craindre des représailles du pouvoir portugais. Les groupes de guérilleros, qui s'organisent peu à peu, sont en contact avec certains habitants des villages portugais, où le contrôle étatique reste faible. L'État salazariste souffre d'une grande myopie territoriale, et sa sphère d'influence se dilue dans ces relations très localisées. Initialement, les contacts entre *fluxidos* et villageois se cantonnent en effet à l'échelle du village, la collaboration avec les groupes des oppositions portugaises étant encore restreinte.
- 16 L'histoire de cette frontière donne des éléments pour comprendre ce qui s'est passé, dans ce contexte, entre la Galice et le nord du Portugal, et explique la confiance placée en cet espace liminaire par tant de Galiciens, alors que le régime autoritaire salazariste coopérait ouvertement avec le franquisme<sup>31</sup>. Jusqu'en 1864, le village de Cambedo da Raia est coupé en deux par la ligne frontalière. Son intégration à l'État portugais s'inscrit dans un ensemble de décisions controversées et hésitantes. L'église s'élève au milieu de la rue principale et, à proximité, se trouve l'ancienne borne frontalière. Les fêtes, les mariages,



la quête de la santé, que ce soit auprès des médecins, des guérisseurs ou des saints, se déploient de part et d'autre de la frontière. Celle-ci est qualifiée de *mistiga* dans les documents anciens, et ses habitants de *povo promíscuo* dans les textes qui ont servi à l'élaboration du Traité des Limites de 1864 entre le Portugal et l'Espagne. Les connexions de part et d'autre de la frontière sont anciennes et récurrentes, l'éventail des relations sociales des habitants s'étendant à bien d'autres villages voisins, du côté portugais comme espagnol<sup>32</sup>.

- 17 Dans le recensement de la population de 1940, le village compte 89 foyers et 310 habitants, qui suivent le rythme des saisons, avec ses labours, ses semailles, ses émondages, ses moissons et ses battages, auxquels s'ajoute le soin apporté aux produits horticoles des zones très fertiles qui prolongent les plaines de Chaves. La cellule de base de l'organisation sociale, c'est la maisonnée, mais peu de familles sont autosuffisantes. Seules deux maisons, apparentées, bénéficient d'une plus grande aisance économique. Ces deux familles sont signalées dans les registres paroissiaux comme étant propriétaires ; et elles développent depuis le XIX<sup>e</sup> siècle des stratégies d'émigration transcontinentale pour certains de leurs enfants exclus de la lignée de transmission des biens. Viennent ensuite plusieurs foyers d'agriculteurs comptant plus de bras que terres à travailler, qui combinent contrats de louage de terres et vente/recrutement de main d'œuvre au moment crucial des cueillettes. Les autres voisins mènent un quotidien marqué par la précarité et souffrent de grandes privations : ils sont signalés dans les registres paroissiaux comme étant journaliers. Voilà, rapidement, le portrait du village qui accueille des réfugiés dès 1936. Il ne diffère sans doute guère du portrait que l'on ferait des villages d'où sont issus la plupart des réfugiés, à quelques kilomètres de là. À Cambedo da Raia, il n'y a pas d'école et la liaison vers la ville de Chaves se fait par des chemins en mauvais état, sans transport auxquels recourir dans les moments de crise.
- 18 À la frontière portugaise, les événements des 21-22 décembre 1946 comptent parmi les derniers, et les plus tragiques, échos du coup d'État espagnol de juillet 1936. Ils mettent en évidence la spécificité de la condition rurale, avec son éventail de relations sociales et ce recours supplémentaire que constitue la frontière. Pourchassés, ne sachant où aller ni où s'arrêter, c'est à la frontière que se réfugieront, dans la phase ultime de la persécution, certains Galiciens en lien avec la guérilla antifranquiste et voisins proches du village de Cambedo.
- 19 Demétrio García Álvarez est né en mai 1912 dans le village de Chãs (*concello* galicien d'Oimbra), à trois kilomètres de Cambedo. Agriculteur aisé, tout comme ses parents, Primitivo Garcia Justo, qui l'accompagnera pendant une partie de sa peine de prison, et Rosa Garcia Álvarez. Dans le rapport de la PIDE, il est signalé comme déserteur de l'armée espagnole, à deux reprises, la dernière désertion datant de novembre ou décembre 1945<sup>33</sup>. À sa sortie de prison, il encadrera un groupe de guérilla au début de l'année 1946, sous le pseudonyme de « Pedro ». Grâce à ses origines et ses liens avec le monde agricole dans son village natal, grâce à ses liens familiaux de part et d'autre de la ligne de démarcation et à ses contacts du côté portugais, il rejoindra le village de Cambedo da Raia. Sa sœur Manuela y vit depuis son mariage, à la fin des années trente, avec Manuel Bárcea, fils d'un Galicien lui-même installé à Cambedo après s'y être marié. Dans le procès instruit par la PIDE, Demétrio est cité comme étant le responsable de l'assaut d'une camionnette qui faisait le trajet Verín-Orense, et d'autres actions.
- 20 Dans la phase cruciale de la battue en cercle qui se referme sur lui, Demétrio se réfugie dans un lieu où son réseau familial semble pouvoir le protéger : Cambedo da Raia. À l'abri



des autorités locales elles-mêmes, à savoir la Garde Fiscale, Demétrio s'occupe de ce qu'il connaît : l'agriculture. Les franquistes ont déjà fusillé l'un de ses frères, contrebandier et homme de confiance du nouveau régime républicain, à l'âge de 32 ans, ainsi que l'un de ses cousins, âgé de 35 ans, tous deux originaires de ce même village de Chãs. La femme de Demétrio vit à Chãs et leurs enfants reposent déjà dans le cimetière du village. Elle aussi viendra à mourir pendant la longue incarcération de son mari. Les relations familiales de Demétrio s'avéreront finalement insuffisantes face aux prodigieuses forces des deux États. Dans ses déclarations au tribunal, l'année suivante, Demétrio décharge ceux qui l'ont accueilli et endosse toute la responsabilité politique<sup>34</sup>. Il affirme que les voisins de Cambedo et des autres villages ne savaient pas que les guérilleros transportaient des armes, cachées sous leurs vêtements ou dans des sacs de paille.

- 21 De tous les prisonniers concernés par ce « procès de Cambedo », il est le plus sévèrement sanctionné : il passera 19 ans dans les cachots de la PIDE, en comptant le temps de sa déportation dans le sinistre camp de concentration de Tarrafal, au Cap Vert, après son jugement par le Tribunal Militaire Territorial de Porto, le 12 décembre 1947, « ayant été condamné à la peine de dix ans d'incarcération pénitentiaire, suivis de 12 ans d'éloignement, ou à la peine alternative de 28 ans d'éloignement dans un domaine de 1<sup>e</sup> classe »<sup>35</sup>. Transféré plus tard à la prison pénitentiaire de Lisbonne, il sera libéré en 1965. Il prendra alors l'avion en direction de la France, où il s'exile et devient docker à Bordeaux. Il ne voudra plus jamais reposer les pieds sur le sol espagnol. Il meurt en juillet 1990.
- 22 Au moment du siège de Cambedo, Demétrio se trouve avec Juan Salgado Ribero (ou Rivera), désigné par les médias portugais censurés comme le leader du groupe. Le *Diário da Manhã* du 23 décembre 1946 et d'autres périodiques présentent Juan comme l'ancien *alcaide* de Léon, où il aurait exercé des fonctions pendant la Guerre Civile. Il est cité comme étant « le chef communiste de Léon » et est rendu responsable d'avoir « tué ou fait tuer environ 200 nationalistes – hommes, femmes et enfants »<sup>36</sup>. Le *Comércio do Porto* du 23 décembre 1946 avance qu'il était à la tête d'un groupe de 20 hommes. La veille de Noël 1946, les « 200 crimes de mort » attribués à Juan sont mis en exergue par le *Diário do Minho*. Le quotidien signale aussi que sa mère et son amante ont été arrêtées, et insiste sur cette relation de concubinage pour renforcer l'idée qu'il a franchi les limites de la moralité. Compte-tenu du contexte socioreligieux dans lequel Juan développe ses activités, cette référence à l'« amante » sert à le renvoyer à la marginalité à laquelle on veut l'associer.
- 23 Ces excès de la presse visent probablement à justifier la vigueur de l'offensive et l'attirail déployé pour capturer un villageois galicien dont il ne reste aucun souvenir ni preuve écrite quant aux si hautes fonctions qu'il aurait occupées. Juan est né à Casas dos Montes, village galicien du *concello* d'Oimbra, à deux kilomètres de Cambedo da Raia. Il est cornettiste dans une famille de musiciens, qui anime les fêtes des alentours, de part et d'autre de la frontière<sup>37</sup>. Selon le rapport de la PIDE, il aurait 25 ans, serait marié et exercerait en tant qu'agriculteur et musicien ambulant<sup>38</sup>. Sa réputation d'« homme d'honneur » lui permet de trouver refuge, même s'il est considéré comme un malfaiteur ou un « rouge » par les représentants de l'État portugais et les journaux censurés qui rapportent les événements, réels ou supposés, dont il serait le protagoniste. La réputation dont bénéficie Juan n'est pas celle d'un criminel ou d'un brigand, quand bien même, pour certains, sa présence et son comportement imposent crainte et respect. Il vise juste, ce qui lui vaut une réputation de bon tireur, et on se souvient de lui à travers d'actions où il

réussit à être quasi-invisible. Habileté au tir et invisibilité contribuent à construire le profil d'un héros populaire, image qui perdurera longtemps parmi une partie des villageois de Chaves et Barroso, malgré les efforts des partisans du régime pour en faire un criminel. Réduire son activité à du brigandage relève d'une simple projection idéologique, les récits recueillis ne s'accordant pas à ce sujet<sup>39</sup>.

- 24 Bernardino Garcia e Garcia est originaire de Parada das Viñas, Viana do Bollo, Orense. Il aurait refusé de se rendre, et repose dans le cimetière de Cambedo. Carlos Reigosa l'imagine prononçant ces paroles : « Eu non vou. Quedame unha bala, e esta é para mim. »<sup>40</sup> Selon le rapport d'Otelo Puga, agent de la PIDE, le guérillero aurait dit : « qu'il ne se rendrait pas, il avait suffisamment de courage pour se tuer »<sup>41</sup>. Toujours selon la PIDE, « il était mort une heure auparavant, lors de la lutte contre les forces chargées de le capturer »<sup>42</sup>. Notons que Demétrio est le seul témoin de ce suicide, la seule et unique source sur laquelle se fondent toutes les interprétations.
- 25 Manuel Bárcea, beau-frère de Demétrio Garcia Alvarez, parvient, lui, à s'enfuir. Il travaille quelques semaines comme meunier à Vidago, avant d'être dénoncé par le frère du meunier et arrêté le 19 janvier 1947, accusé « de donner asile à des malfaiteurs armés qui ont commis les homicides de Negrões et l'attaque de la camionnette Braga-Chaves, et soupçonné de faire partie des leurs »<sup>43</sup>. Jugé le 12 décembre 1947, il est condamné à deux ans de déportation, peine substituée par 18 mois de prison correctionnelle. D'autres membres de sa famille sont incarcérés : son épouse, Manuela ; son père, Domingos Gusmão Bάρcia, agriculteur espagnol résidant à Cambedo, veuf de 75 ans ; son beau-père, Primitivo Garcia Justo, lui aussi espagnol, résidant dans le village galicien de Chās ; le frère de son épouse, Demétrio, et leur plus jeune sœur, Celsa ; son beau-frère, Octávio Augusto, garde fiscal, marié en 1925 à Adelaide, la sœur de Manuel. Primitivo, son fils âgé d'un an, et son grand-père maternel mourront de pleurésie dans les cachots insalubres de la PIDE de Porto en 1947. La police politique refusera d'indiquer au couple le lieu de la sépulture de l'enfant.
- 26 La GNR procède encore à plusieurs autres arrestations à Mosteiro et Sanfins da Castanheira pour déterminer la complicité de Manuel avec le groupe. José Manuel Pinheiro Morais, âgé de soixante-dix ans, sabotier, décédera des coups portés pendant les séances de torture. Son fils, José Barbosa Pinheiro, arrêté un an après, accomplira une peine dans le camp de concentration de Tarrafal au Cap Vert. Parmi ceux qui subiront des représailles, citons quatre agents de la Garde Fiscale en service à Cambedo da Raia. La famille de l'un d'eux verra cinq de ses membres détenus ; la famille de Manuela Alvarez et Manuel Bάρcia en comptera huit, et l'un de leurs fils mourra Rua do Heroísmo, au siège de la PIDE de Porto. Engrácia Gonçalves, veuve, illettrée, âgée de 54 ans au moment des faits, sera arrêtée avec trois de ses enfants : José Barroso, 25 ans, journalier ; Almira, 19 ans ; Casimiro, 16 ans, lui aussi journalier. C'est une famille pauvre chez qui Juan se trouve accueilli lorsque le village est assiégé. Il est allégué que le fils aîné, José, adhère à la guérilla, et c'est toute sa famille qui se retrouve soupçonnée d'appartenir au groupe ou de l'héberger. José Barroso est arrêté en possession d'un pistolet calibre 7,65 mm et de huit balles, après avoir essayé de se frayer une voie en faisant feu sur les forces de la GNR, et s'être ensuite caché dans la maison de son voisin, Manuel Valença, en compagnie de Juan Salgado Rivera.
- 27 Dans le procès n° 917/46, élaboré par la PIDE, figure une liste de 63 personnes, parmi lesquelles les complices supposés de l'assassinat de Sousa Pinto, les personnes qui auraient hébergé certains des fugitifs, ainsi que des individus, originaires des villages des

communes de Vinhais, Chaves, Boticas et Montalegre, connus pour leur soutien à divers groupes de guérilleros. Avec la prolongation des détentions préventives, sans motif d'inculpation, dans le but d'obtenir des aveux et des dénonciations sous la torture, la PIDE continue à procéder à de nouvelles arrestations, et prépare l'assaut de décembre à Cambedo da Raia. Les Espagnols cités dans le procès sont originaires des villages galiciens proches de la frontière. Ils seront jugés et, ceux qui ne sont pas condamnés à des peines de prison, seront expulsés en Espagne.

- 28 Ce dénouement est précipité par des événements qui entraînent la traque des éléments de la « bande de Demétrio ». En juillet, António de Sousa Pinto, propriétaire à Negrões, est supposé avoir dénoncé un médecin galicien réfugié chez lui. Remis entre les mains des franquistes, le médecin est sommairement fusillé. Parmi les diverses raisons de cette délation, il est fait mention d'une affaire de wolfram<sup>44</sup>. Le 17 septembre, Sousa Pinto fait l'objet de représailles. Un de ses domestiques – qui accourent et donnent l'alerte à la population en faisant sonner la cloche de l'église – est également tué. La PIDE arrêtera huit individus le 28 septembre 1946, les accusant d'être complices de l'assassinat de Sousa Pinto et d'« appartenir à une association de malfaiteurs »<sup>45</sup>.
- 29 Trois jours avant Noël 1946, le village de Cambedo est encerclé et atteint par des tirs de mortier. Un enfant est blessé, plusieurs habitations sont détruites, et jamais reconstruites. De l'autre côté, se trouve la prodigieuse force des États : des éléments de la Garde Nationale Républicaine de Alijó, Chaves, Mesão Frio, Poiaras, Santa Marta de Penaguião, Pinhão, Poiaras, Régua et même de Porto, des soldats de la section des mortiers du 10<sup>e</sup> régiment de chasseurs de Chaves, des agents de la police politique et des carabiniers aux ordres d'António Prieto Rodriguez<sup>46</sup>. La marge de manœuvre des guérilleros est d'emblée nulle. Les agents des autorités occupent tout le terrain. Lors de la reconstitution réalisée à l'endroit où Juan est tombé mort, les versions se contredisent : malgré ses blessures, il aurait essayé de se saisir de l'arme qu'il portait sur lui, poussant un soldat à prendre les devants et à tirer des coups mortels. Selon d'autres témoignages, le geste esquissé par Juan aurait été mal interprété ; il aurait en effet imploré à genoux : « Pour l'amour de Dieu, ne me tuez pas ! ». Pendant ce temps, retranchés chez Manuel Bárcea et Manuela Garcia, Demétrio et Bernardino Garcia e Garcia continuent à riposter, et atteignent mortellement deux gardes républicains, José Joaquim et José Teixeira Nunes, qui s'étaient introduits dans leur cachette. Ils se réfugient alors dans le cellier d'Albertina Tiago, où Demétrio et son père finissent par se rendre<sup>47</sup>.
- 30 Pendant plus d'un an, le village de Cambedo da Raia perd 18 de ses habitants. Le nombre des arrestations effectuées est justifié, selon le rapport de la PIDE, car « Certains conservaient des contacts avec les bandits et d'autres leur donnaient abri et protection, et vivaient à leur charge, sachant bien qu'ils vivaient du produit des crimes qu'ils commettaient ».<sup>48</sup>
- 31 Près d'un an plus tard, a lieu le procès des 39 accusés, dont 12 par contumace. Le Comércio do Porto du 11 décembre 1947 titre : « Lors de la première audience du procès des personnes impliquées dans les assauts de la région de Montalegre, 27 accusés ont été entendus ». Il informe qu'entretiens l'un des prisonniers est décédé à l'hôpital, mais n'indique rien au sujet de l'enfant de Manuela Garcia. Si l'accusation considère les inculpés tantôt comme des éléments d'une bande de malfaiteurs, tantôt comme des personnes leur ayant offert un abri, la défense, pour sa part, oscille entre la peur – qui a conduit certains à collaborer – et l'estime due aux contrebandiers, justifiant ainsi ce qui s'est passé par la nature propre à la vie frontalière.

## Usages de la mémoire, silences et omissions

- 32 *O Silêncio* est le titre d'un beau film d'António Loja Neves et José Manuel Pereira sur les événements de Cambedo, en 1946, que certains des protagonistes se remémorent<sup>49</sup>. En 1946, Arlindo Espírito Santo est un jeune dont la famille est durement tourmentée par la répression<sup>50</sup>. Pendant mon travail de terrain dans les années 1987-88, il garde un silence plein de douleur sur ces événements. En 1996, il brise ce silence quand les réalisateurs enregistrent les témoignages de plusieurs voisins. C'est un homme marqué par un événement qui a bouleversé sa vie à un jeune âge, et dont les répercussions se sont fait sentir les années suivantes. Plusieurs membres de sa famille (son père, sa mère, son frère, une tante et un oncle) se retrouvent emprisonnés pendant plusieurs mois ; les terres à cultiver restent à l'abandon et la famille subit un changement drastique de ses conditions de vie. L'opprobre s'abat sur tout le village, et un manteau de silence recouvre les faits funestes de l'hiver 1946.
- 33 En 1996, un nouvel élément modifie le rapport au passé et permet à Arlindo Espírito Santo de raconter, quoique sur la défensive, certains de ses souvenirs. Plusieurs textes ont déjà été publiés sur les événements de 1946, et quelques films et reportages rendent publics des entretiens d'habitants. Dans une série télévisée sur le xx<sup>e</sup> siècle au Portugal, les bombardements et la répression de 1946 sont mis en relief. Le 22 décembre 1996, grâce à une souscription publique, un groupe d'intellectuels d'Orense inaugure une plaque à Cambedo da Raia, « En lembranza do voso sufrimento - 1946-1996 ». Une petite foule de Galiciens et de Portugais se rend dans le village, on y lit des poèmes, on y dévoile la plaque. Les voisins disposent des tables dans un lieu abrité avec du pain sortant du four, du jambon fumé et du vin pour accueillir ces étrangers venus là parce qu'ils se pensent redevables aux villageois et estiment que l'histoire locale doit être réécrite. Cambedo da Raia n'est plus un village de gens « dangereux », qui accueillent des bandits, des voleurs, des criminels, comme les suppôts du salazarisme installés à Chaves l'ont fait croire depuis les années 1940. On se souvient désormais du martyr de ce village portugais, avec un monument commémoratif en pierre qui réhabilite publiquement l'estime de soi de ces gens vilipendés, dont les voisins ont dû garder pour eux-mêmes, pendant de longues années, le souvenir d'événements qui bouleversèrent leur vie. La plaque, dont les voisins continuent à prendre soin, reste là, au centre de ce village filmé à plusieurs reprises depuis lors, et sur lequel sont réalisés des reportages pour des organes de presse espagnole et portugaise. Le village est si visité par des gens venant d'ailleurs, surtout de Galice, qu'aussitôt après la frontière un panneau l'indique comme lieu d'intérêt touristique.
- 34 La cérémonie du 22 décembre 1996 est centrée sur le monument commémoratif en pierre, qui institue un lieu pour évoquer l'innommable, quand disparaissent ceux qui pourraient le rappeler. Comme le souligne Pierre Nora, on élève des lieux de mémoire quand on perd les moyens de la mémoire<sup>51</sup>. Instituer ce lieu permet surtout une réflexion parmi les vivants. Il s'agit de dépasser le drame social et de permettre ainsi la continuité d'une société en réélaborant un temps, désormais lisible dans un lieu. Par la lecture des discours et des poèmes, le passé se transporte dans le futur, et le lieu en question dans le monde.
- 35 En d'autres occasions et de manière répétée, auront lieu des cérémonies à la mémoire des voisins de Cambedo. En avril 2004, l'Associación de Amigos da República d'Orense leur rend hommage, et organise de multiples initiatives autour de la mémoire de la Guerre

Civile et de la répression. Un livre est publié, deux films sur le sujet sont projetés et une manifestation publique a lieu, avec plusieurs interventions et récitations de poèmes. Après la manifestation, un dîner réunit environ 500 participants, il débute par l'*Himno de Riego* joué par deux violonistes et repris par toute l'assistance. À la fin de la cérémonie, environ 20 voisins de Cambedo da Raia reçoivent un petit objet en argent aux couleurs du drapeau de la Galice – jaune, rouge et bleu – et écoutent, entonné par toute l'assistance, l'hymne emblématique du 25 Avril 1974, Grândola, Vila Morena. Des années plus tard, une plaque sera apposée à Orense, qui attribue une rue aux « Veciños de Cambedo ».

- 36 Domaine non pacifié, les usages publics de la mémoire continuent à être une question intéressante pour les sciences sociales. En tant qu'objet d'étude, la mémoire se matérialise parfois sous la forme de patrimoine et de toponymie dans le courant des années 1980. Bien que les mémoires traumatiques comme celles des fascismes et du nazisme aient fait l'objet d'un travail de recherche depuis de longues années, et que la mémoire ait aujourd'hui, selon Enzo Traverso, le statut de religion civile dans le monde occidental, ce processus de passage de mémoire faible à mémoire forte n'a pas été immédiat et il n'est pas généralisé.
- 37 La longue confiscation des mémoires, leur privatisation et leur individualisation visaient à les rendre inoffensives. Bien que l'Histoire et l'Anthropologie, en s'appuyant sur des sources orales et des archives de la police politique, indiquent que la population de Cambedo a accueilli des réfugiés de la Guerre d'Espagne et que, plus tard, elle a soutenu un groupe de résistants antifranquistes, devenus maquisards, des membres de l'élite de droite, à Chaves, persistent à raconter qu'il ne s'agissait pas de guérilleros mais de « atracadores ». Les procès instruits par la police politique démentent de manière évidente ce prétendu caractère apolitique, et l'apposition de la plaque mémorielle a rendu publique la mémoire de ceux qui ont dû, pendant des années, passer sous silence ce qu'ils avaient vécu<sup>52</sup>. La réécriture des événements, de manière contre-hégémonique, même après l'implantation des démocraties au Portugal et en Espagne, a dû défier la perspective antérieurement dominante. Cette réhabilitation contre-hégémonique a été réalisée à partir de la réalité et de la vie quotidienne de ceux qui ont longtemps été privés de leur droit à la mémoire publique. Si le sujet conserve des zones d'ombre de part et d'autre de la frontière, la lumière a quelque peu été faite et a permis de révéler au grand jour des liens qui n'étaient jusque là que pressentis, des faits à l'époque dénigrés, des voix à qui on a retiré toute crédibilité pendant de longues années parce qu'elles étaient en position de subordination sociale, des propos controversés et faisant l'objet de polémiques parce qu'ils provenaient de groupes durablement éloignés que ce soit par leur position politique, leur place sociale ou leur statut économique.

---

## NOTES

1. Patricio GUZMÁN, *Le Bouton de Nacre*, 2015.

2. Paula GODINHO, «Oír o galo cantar dúas veces». *Identificacións locais, culturas das marxes e construción de nacións na fronteira entre Portugal e Galicia*, Ourense, Imprenta da Deputación, 2011.

3. Paula GODINHO, « 'Maquisards' ou 'atracadores'? A propósito das revisões da História no caso de Cambedo da Raia, 1946 », in AAVV, *O Cambedo da Raia. Solidariedade galego-portuguesa silenciada*, Orense, Asociación Amigos da Republica, 2004, p. 157-227.
4. Manuel LOFF (dir.), *Ditaduras e Revolução. Democracia e políticas da memória*, Coimbra, Almedina, 2015.
5. François HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.
6. Des fonds privés, mais aussi les archives de la PIDE-DGS, les archives historico-diplomatiques, les archives du district de Vila Real, les archives de Salazar, les archives de la Garde Fiscale de Porto.
7. Sur les mémoires fortes et faibles, voir Enzo TRAVERSO, *Le passé, modes d'emploi - histoire, mémoire, politique*, La Fabrique Editions, Paris, 2005, p. 54-59.
8. Paula GODINHO, *O leito e as margens. Estratégias familiares de renovação e situações liminares no Alto Trás-os-Montes raiano (1880-1988)*, Lisbonne, Colibri, 2006.
9. Paula GODINHO, « Fronteira, ditaduras ibéricas e acontecimentos localizados – O manto espesso de silêncio sobre dois momentos » in Manuela CUNHA et Luís CUNHA, *Intersecções Ibéricas. Margens, passagens e fronteiras*, Lisbonne, 90 Graus Editora, 2007, p. 55-70.
10. Barrington MOORE Jr., *Social Origins of Dictatorship and Democracy*, Boston, Beacon Press, 1966, p. 129.
11. Paula GODINHO, « Antropologia e questões de escala: os lugares no mundo », *Arquivos da Memória*, n° 2, 18 p,  
[[http://www.fcsh.unl.pt/revistas/arquivos-da-memoria/ArtPDF/05\\_Paula\\_Godinho%5B1%5D.pdf](http://www.fcsh.unl.pt/revistas/arquivos-da-memoria/ArtPDF/05_Paula_Godinho%5B1%5D.pdf)  
]
12. Carol GREENHOUSE et al., éd. *Ethnography of unstable places - Everyday lives in contexts of dramatic Political Change*, Durham et Londres, Duke University Press, 2002, p. 8.
13. Voir Alban BENSA, *La fin des exotismes*, Toulouse, Anarcharsis, 2006. Et aussi Arlette FARGE, « Qu'est-ce qu'un événement ? », *Terrain*, n° 38, mars 2002.
14. Karl MARX, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Éditions sociales (1852) [1976].
15. Erving GOFFMAN, *Les rites d'interaction*, Paris, Éd. de Minuit, (1967) [1974]. Voir aussi Paula GODINHO, (dir.), *Antropologia e Performance - Agir, actuar, exhibir*, Castro Verde, 100Luz, 2014.
16. Carol GREENHOUSE, *Ethnography of... op. cit.*, p. 29.
17. Maurice HALBWACHS, *La Mémoire Collective*, Paris, PUF, 1968.
18. Raymond WILLIAMS, cité in Susana NAROTZKY et Gavin SMITH, « Being politico in Spain. An Ethnographic Account of Memories, Silences and Public Politics », *History and Memory (Spanish Memories: Images of a Contested Past)*, vol. 14, n° 1-2, Fall 2002, p. 221.
19. Paula GODINHO, *Oír o galo... op. cit.*
20. Kay B. WARREN, « Toward an Anthropology of fragments, Instabilities and Incomplete Transitions », in Carol GREENHOUSE, *Ethnography of... op. cit.*, p. 378-392.
21. Voir [nomesevoces.net](http://nomesevoces.net), projet coordonné par Lourenzo Fernández Prieto de l'Université de Santiago de Compostela, et dédié à la recherche sur la guerre d'Espagne et la répression franquiste en Galice. Carlos Reigosa signale environ 3 000 victimes identifiées dans la seule région de Galice, auxquelles s'ajoutent toutes les victimes jamais identifiées. In *La Agonia del León - Esperanza y tragedia del maquis*, Madrid, Alianza Editorial, 2004. Voir aussi Dionisio PEREIRA, *Emigrantes, exilados e perseguidos. A comunidade portuguesa na Galiza (1890-1940)*, Santiago de Compostela, Através Editora, 2013.
22. Michel AGIER, *Au bord du Monde, les réfugiés*, Paris, Flammarion, 2002.
23. Emílio GRANDIO, « A "raia" que deixou de selo. A fronteira galego-portuguesa en xullo de 1936 », in *Entre nós: estudos de arte, xeografía e historia en homenaxe ó profesor Xosé Manuel Pose Antelo*, coord. Xesús BALBOA LÓPEZ, Herminia Pernas Oroza, 2001, p. 1007.
24. En français, le terme *maquis* est polysémique. Il désigne une région montagneuse ou boisée, sauvage, où la nature règne en maître, mais aussi une forme d'organisation de *guérilla*, qui

renvoie, d'un point de vue sémantique, à un espace extérieur, dangereux, marginal – adjectifs qui pourraient tout aussi bien qualifier le mode de vie des *maquisards*. Étrangement, bien que le terme *guérilla* soit castillan, c'est le terme *maquis* qui s'est répandu en Galice.

25. Elle compte surtout des hommes, mais aussi des femmes, comme dans le cas du groupe de « Rubia », la Blonde, également connu comme le groupe de « Catalina », compagne d'un guérillero. Cf. Carlos REIGOSA, *La Agonia del León. Esperanza y tragedia del maquis*, Madrid, Alianza Editorial, 2004.

26. L'acquisition d'un matériel de reprographie permet, à partir de 1943, de publier *El Guerrillero*, l'organe de la FGGL, qui sera suspendu en 1945 à cause d'une répression accrue, puis relancé l'année suivante. Hartmut HEINE, *A guerrilla antifranquista en Galicia*, Vigo, Edicións Xerais, 1980, p. 44.

27. Julián CASANOVA, « Rebelión y revolución » in Santos JULIÁ (coord.), *Victimas de la guerra civil*, Madrid, Temas de Hoy, 1999, p. 61.

28. Demétrio Garcia Alvarez, arrêté à Cambedo da Raia en décembre 1946, affirme devant le tribunal qu'il existerait 35 groupes de guérilleros à la frontière, parmi lesquels son propre groupe, qui est aussi celui de Juan Salgado Ribera (ou Rivero), « o Juan ». Tous deux sont réfugiés au Portugal et y comptent de solides bases de soutien. On leur attribue, entre autres, le règlement de comptes avec António Aguirre Padrón, *O Churro*, chef de la phalange de Vilaza (Verín), en septembre de 1945. Les membres de ce groupe, en particulier Demétrio et Juan, avaient déjà fait partie d'autres groupes auparavant. Arquivo da PIDE/DGS (1946-7) *Processo-Crime 917/46*, Lisbonne, Archives Nationales Torre do Tombo, 1 dossier.

29. En 1940, avec l'aide d'organisations clandestines portugaises, deux groupes de guérilla verront le jour. Ils seront composés en partie, voire exclusivement de Portugais, in Francisco MORENO GÓMEZ, « Huidos, guerrilleros, resistentes. La oposición armada a la dictadura », in Julián CASANOVA (coord.), *Morir, matar, sobrevivir. La violencia en la ditadura de Franco*, Barcelone, Crítica, 2002, p. 216.

30. Hartmut HEINE, « A guerrilha unha resposta con forte base popular », *A Nosa terra. O 36 na Galiza*, n°1, Vigo, 1980, p. 60.

31. Paula GODINHO, Heriberto CAIRO CAROU et Xerardo PEREIRO, éd. *Portugal e Espanha – Entre discursos de centro e prácticas da fronteira*, Lisbonne, Colibri, 2009. Entre juillet 1936 et mars 1939, selon le bulletin de la PVDE, 581 Espagnols et 119 étrangers d'autres nationalités sont expulsés de Portugal.

32. Paula GODINHO, *Oír o galo... op. cit.* ; Paula GODINHO, *O futuro é para sempre. Experiência, Expectativa e prácticas possíveis*, Lisbonne, Letra Livre, 2017.

33. Archives de la PIDE-DGS, *Proc° 917/46*, ANTT: 58 vs.

34. *O Comércio do Porto*, 11 décembre 1947.

35. Archives de la PIDE, *Biografia Prisional n° 17254*, Lisbonne, Archives Nationales Torre do Tombo, s/d.

36. *Diário da Manhã*, 23 décembre 1946.

37. Artur QUEIRÓS, « Cambedo: ponto final da guerrilhas anti-franquistas », *Jornal de Notícias*, 6 décembre 1987.

38. Archives de la PIDE-DGS, *Processo-Crime 917/46*, Lisbonne, Archives Nationales Torre do Tombo, 1946, fl. 65 : « Il était tenu pour être un individu sanguinaire, auteur de nombreux assassinats et vols, et il fut l'un des auteurs des crimes perpétrés à Negrões, Montalegre, le 16/IX-46. José et Facundo étaient les pseudonymes dont il se servait. » Dans ces mêmes archives, se trouvait un procès-verbal – entretemps disparu – intitulé « Juan Salgado Rivera » (*Proc° 150/44*), daté de 1944, deux ans avant les événements dont il est ici question, preuve que la police politique le surveillait déjà à ce moment-là.



39. Par exemple, José AMORIM, « A guerrilha da fome », *Alto Tâmega*, ano VII, n° 1999, 18 décembre ; et aussi António VIEIRA, « A Guarda Nacional Republicana e os Foragidos Espanhóis da Guerra Civil em Trás-os-Montes », *Polymyxos*, s/l, Ed. Autor, 2002, p. 41-48.
40. Carlos REIGOSA, *La Agonía del León*. *op. cit.*, p. 7.
41. Archives de la PIDE/DGS, *Processo-Crime 158/46*, Lisbonne, Archives Nationales Torre do Tombo, fl. 358).
42. Archives de la PIDE/DGS, *Proc° 917/46*, Lisbonne, Archives Nationales Torre do Tombo, fl. 57 vs.
43. Archives de la PIDE/DGS, *Biografia prisional n° 17669*, Lisbonne, Archives Nationales Torre do Tombo.
44. Jorge FERNANDES ALVES, *O Barroso e a Guerra Civil de Espanha*, Montalegre, Ed. Câmara Municipal, 1987, p. 35.
45. Il s'agit de José Pereira, Guilherme Pereira, Alfredo Gonçalves, Vitorino António de Oliveira, connu sous le nom de « O Nacho », Celestino Afonso de Miranda, dit « O Janico », João Exposto, surnommé « O Albardeiro », Manuel Lourenço Miranda et Maria Martins, « A Janica » (Archives de la PIDE-DGS, *Processo-crime 917/46*, Lisbonne, Archives Nationales Torre do Tombo, fl. 50). Ils seront sauvagement roués de coups et leurs déclarations, obtenues sous la torture, serviront à construire la boule de neige du procès, même si elles ne seront pas nécessaires à l'action conjuguée des forces de répression. Cette affaire est traitée en profondeur dans le *Processo-crime n°158/46*.
46. Selon les informations recueillies par David Cortón, c'est António Prieto Rodriguez qui, camouflé, aurait procédé, avec la complicité des agents de la PIDE, à l'assaut du car de la ligne Braga-Chaves, le 31 octobre 1946. Cet assaut, imputé au « groupe de Juan », est considéré comme l'événement déclenchant la vague offensive des autorités contre les guérilleros galiciens, sur qui elles avaient déjà focalisé leur attention en septembre de la même année à la suite du règlement de comptes avec Sousa Pinto, propriétaire à Negrões.
47. Les cadavres de Juan et Bernardino seront exposés dans le cimetière de Chaves, procédé qui s'explique par l'aura dont les deux hommes jouissaient. Bernardino repose dans le cimetière de Cambedo da Raia. De la sépulture de Juan, l'on ne sait rien. Jusqu'à présent, il a été impossible de retrouver les photographies des corps prises par un photographe de Chaves et supposément confisquées lors d'une fouille de la PIDE.
48. Des 63 prisonniers, accusés dans le procès de la PIDE n° 917/46, seuls 8 sont galiciens. Les 55 autres sont portugais, parmi lesquels deux seulement sont étrangers au district de Vila Real. Le *concello* de Valpaços, avec deux détenus (l'un de la ville, l'autre de la *freguesia* de Friões), la commune de Boticas, avec un prisonnier d'Alturas de Barroso et un autre de Carvalhelhos, la commune de Vinhais, avec un prisonnier de Pinheiro Novo (Sernande) et un autre de Quirás, et la commune de Montalegre entourent la municipalité la plus touchée par la répression : Chaves. Archives de la PIDE/DGS, *Proc° 917/46*, Lisbonne, Archives Nationales Torre do Tombo, fl. 60-60 vs.
49. António LOJA NEVES et José ALVES PEREIRA, *O silêncio*, version montée en 2016 et projetée pour la première fois au Musée d'Aljube, 70'.
50. Son père, Silvino Espírito Santo, est caporal de la Garde Fiscale à la retraite. Né dans le village frontalier et argileux de Pitões das Júnias en octobre 1892, il grandit parmi les populations vivant de part et d'autre de la ligne de démarcation. Il s'engage dans la Garde Fiscale et est envoyé à Cambedo da Raia, où il se marie avec Clementina Tiago. Il est sans doute le seul habitant du village à lire *O Primeiro de Janeiro*, ainsi que *Gazeta do Sul*, auxquels il est abonné. Arrêté alors qu'il est 2° caporal à la retraite, « soupçonné de faire partie d'une association de malfaiteurs » (Archives de la PIDE, *Biografia prisional n° 17263*), il est emprisonné pendant 11 mois. Le Tribunal militaire le rétrograde et sa pension de retraite est suspendue, après 36 ans de service, sans la moindre faute professionnelle. Il est arrêté en même temps que quatre autres membres de sa famille : son

épouse, la sœur de cette dernière, son beau-frère (lui aussi garde fiscal) et son fils aîné, alors au service militaire et détenu durant un an sans procès.

51. Pierre NORA (coord.), *Les Lieux de Mémoire*, Paris, Gallimard, 1986.

52. Dans *Jornal de Notícias*, pendant une bonne partie de cette semaine de décembre 1946, les guérilleros antifranquistes sont désignés comme des « brigands espagnols » ; dans *Correio do Minho*, ils deviennent « alguns criminosos/des criminels » ou « des brigands » faisant partie d'une « clique » et semant la panique parmi les habitants de Cambedo. *O Comércio do Porto* les désigne sous l'expression « bande de civils armés » dans une première actualité et, le jour suivant, de « malfaiteurs d'une clique » ; plus tard encore, ce seront des « voyous ». En faisant allusion à la condition d'« assiégés » dans laquelle se trouvent les éléments du « groupe de Juan », *O Primeiro de Janeiro* en parle comme de « criminels » d'une « bande armée ».

## RÉSUMÉS

La zone frontalière entre le Portugal et l'Espagne a longtemps souffert de l'attraction suscitée par les centres : Lisbonne et Madrid. Dans le même temps, elle constituait une zone où se réfugier, un lieu où tisser des liens ; elle était un recours de plus pour sauver sa vie ou la gagner. L'histoire, la langue et les sociabilités locales mettent en lumière une réalité déployée dans le temps à travers la coexistence de populations locales, qui alternaient entre querelle et coopération par-delà ou à l'encontre des normes et des juridictions des États. La frontière est aussi un espace liminaire qui compte ses propres bassesses. Dans ce texte, j'interroge un événement qui s'est déroulé à la frontière entre le nord du Portugal et la Galice. La liminarité, dans le temps et l'espace, permet de questionner les politiques de la mémoire des dictatures ibériques et les régimes de l'historicité. Dans le cas étudié, le fait survient dans un village frontalier, dix ans après l'*Alzamiento* : Cambedo da Raia est encerclé et atteint par plusieurs mortiers, des personnes sont tuées, un homme se suicide, plusieurs autres personnes sont arrêtées et certaines, parmi ces dernières, sont envoyées dans le sombre camp de concentration de Tarrafal. L'information sur ces événements a été étouffée et dénaturée par la censure portugaise.

The border area between Portugal and Spain has long suffered from the attraction towards centers : Lisbon and Madrid. At the same time, it was a shelter area, a place to form ties ; it was another way to survive or make a living. Local history, language and sociability reveal a reality rolled out with time through coexisting local populations, either quarrelling or cooperating beyond or against the state's norms and jurisdictions. The border is also a liminal area with its own baseness. In this text, I will examine an event that took place at the border between north Portugal and Galicia. Liminality in time and space unveils questions about remembrance policies regarding Iberian dictatorships and historicity regimes. In this case study, the event occurs in a border village, ten years after the *Alzamiento* : Cambedo da Raia is surrounded and under several mortar attacks, people are killed, a man commits suicide, several other people are arrested and some among these latter are sent to the dreadful Tarrafal concentration camp. Information about these events has been covered up and distorted by Portuguese censorship.

La zona fronteriza entre Portugal y España ha sufrido durante mucho tiempo de la atracción suscitada por los centros: Lisboa y Madrid. Al mismo tiempo, constituía un lugar donde refugiarse, donde establecer lazos; un recurso más para salvar la vida o ganarse el sustento. La

historia, la lengua y las sociabilidades locales dan a conocer una realidad desplegada a lo largo del tiempo mediante la coexistencia de poblaciones locales que alternaban lucha y cooperación más allá o en contra de las normas y jurisdicciones de los estados. La frontera también es un espacio liminal que cuenta con sus propias mezquindades. Este texto cuestiona un acontecimiento que tuvo lugar en la frontera entre el norte de Portugal y Galicia. La liminaridad, en el tiempo y el espacio, permite cuestionar las políticas de memoria de las dictaduras ibéricas y sus regímenes de historicidad. En el caso estudiado, el hecho ocurre en un pueblo fronterizo, diez años después del *Alzamiento*: Camdebo da Raia es rodeado y sufre ataques con morteros; algunas personas mueren, un hombre se suicida, otras son arrestadas y algunas de estas últimas son enviadas al oscuro campo de concentración de Tarrafal. La información acerca de estos acontecimientos fue ocultada y distorsionada por la censura portuguesa.

## INDEX

**Index géographique** : Espagne, Spain, España, Spagna, Galice, Galicia, Portugal

**Palabras claves** : memoria política, políticas de la memoria, memoria, democracia, dictadura, anthropología, liminaridad, historia

**Keywords** : Political memory, Policies of memory, Democracy, Dictatorship, Liminal, Anthropology, History, Border

**Mots-clés** : mémoire politique, politiques de la mémoire, démocraties et dictatures, liminarité, anthropologie, histoire, frontière, mémoire

**Index chronologique** : 1936-1939, 1939-1975

## AUTEURS

**PAULA GODINHO**

Dépt. Anthropologie et Institut d'Histoire Contemporaine, Faculté des Sciences Sociales et Humaines de l'Université Nouvelle de Lisbonne